N° 374772

Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)

2^{ème} et 7^{ème} sous-sections réunies

Séance du 14 janvier 2015

Lecture du 30 janvier 2015

CONCLUSIONS

M. Xavier DOMINO, rapporteur public

La présente affaire ne pose pas de difficulté juridique particulière mais elle nécessite de mener une appréciation concernant la fin de la mise à disposition d'un professeur, M. Eric B..., auprès d'un lycée français, à Bruxelles.

1. Faits et procédures.

M. B..., professeur des écoles titulaire de l'Académie du Nord, a été affecté en 1996 sur un poste d'enseignant du premier degré au lycée français Jean Monnet de Bruxelles.

Il a été détaché auprès de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) à compter du 1^{er} août 2002 pour occuper les mêmes fonctions. En application des dispositions du décret n° 2002-22 du 4 janvier 2002, il a été recruté par cet établissement sur un contrat de résident d'une durée de trois ans qui a été renouvelé par périodes de trois ans, dont la dernière venait à expiration le 31 août dernier.

Mais à la suite de plusieurs incidents, que nous vous détaillerons ultérieurement, d'ailleurs intervenus dans un contexte personnel difficile pour M. B..., la direction de l'Agence a mis fin de façon anticipée à ce détachement par une décision du 18 septembre 2012.

L'intéressé a demandé saisi la juridiction administrative. Par un jugement du 22 février 2013, le TA de Nantes a annulé la décision attaquée. Par un arrêt du 15 novembre 2013, la cour administrative d'appel de Nantes a rejeté l'appel de l'AEFE et confirmé le jugement.

L'AEFE se pourvoit devant vous en cassation, mais en réalité, vous nettoierez bien vite le litige jusqu'à vous retrouver devant le débat de fond, que nous vous proposerons de trancher.

2. Vous ferez évidemment droit au pourvoi de l'agence, la cour ayant statué lors qu'elle était incompétente pour ce faire puisque le jugement avait été rendu en premier et dernier ressort.

Le litige dont les juges du fond étaient saisis concernait la fin de détachement d'un agent titulaire qui se trouve remis à son administration d'origine et non pas une sortie de service, ni la discipline, même si la mesure est bien prise compte de la manière de servir de l'intéressé.

A l'époque, le TA était juge de premier et dernier ressort de ces litiges en application des dispositions combinées de l'article R. 811-1 et R. 222-13 du CJA (voyez 3/8 ssr 25 novembre 2009, M. D..., 305682, aux Tables). La défense acquiesce d'ailleurs à ce moyen. Vous casserez donc l'arrêt, mais partiellement puisque la cour avait aussi rejeté dans même mouvement les conclusions de sursis à exécution qui ne sont plus en litige devant vous.

3. Vous serez ensuite saisis en cassation du jugement rendu en premier et dernier ressort.

Et vous ferez droit à ces conclusions.

Comme le soutient l'Agence, le TA s'est mépris sur le degré de contrôle qu'il lui revenait d'opérer sur la décision attaquée. Vous jugez en effet les décisions mettant fin, dans l'intérêt du service à un détachement font l'objet d'un contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation (CE, 2/1 SSR, M. F..., n° 220670, inédite alors même que les conclusions d'I de Silva proposaient explicitement de trancher le point pour clarifier la jurisprudence). C'est le degré de contrôle que l'on applique aux mutations dans l'intérêt du service (CE, 7 mai 1982 M..., n° 18631, ou encore la décision concernant la fin de fonctions de conseiller financier à Londres (qui n'est pas un emploi à discrétion du gouvernement) dans l'intérêt du service et la remise à disposition du corps d'origine (CE, 10/9 ssr 20 octobre 2000, Mme U..., n° 201061, aux Tables).

Nous ne voyons aucun raison qui nous conduirait à vous proposer de modifier votre jpdce.

4. Nous vous proposons ensuite de régler le litige au fond alors même que vous n'y êtes pas obligé car une double cassation n'est pas une deuxième cassation. Mais les faits sont anciens et l'affaire délicate. En outre, si nous ne vous avons pas proposé de casser l'arrêt le jugement pour les excellentes raisons que nous vous avons dites, nous vous aurions invité, en tout état de cause, à inverser le sens de leurs décisions en infirmant leur appréciation.

Vous jugez que la mesure mettant fin à un détachement est une mesure prise en considération de la personne (CE, 18 mars 1988 P..., inédite, aux conclusions du président Stirn AJDA 1988 p. 478, note LM), et, si elle n'est de façon générale une sanction disciplinaire nécessitant la mise en œuvre de la procédure disciplinaire, elle doit à tout le moins être mise en œuvre dans le respect de certaines garanties pour l'agent, dont la communication de son dossier. La décision soit aussi être motivée (cf CE 7 juin 1985 Mas, mentionné aux Tables). C'est le cas en l'espèce, vous pourrez aisément écarter le moyen d'illégalité externe soulevé à cet égard.

Reste la question de fond. La jurisprudence admet qu'un comportement professionnel inapproprié, insuffisant, ou même émaillé d'incidents puisse amener à une fin de détachement dans l'intérêt du service sans pour autant acquérir le caractère de mesure disciplinaire déguisée, dès lors que le bon fonctionnement du service se trouve perturbé par les agissements de cet agent.

Bien entendu, le fait que la présente affaire se passe à l'étranger, dans un lycée français public qui accueille non seulement des élèves français expatriés mais également des enfants non français de parents francophones établis en Belgique doit être pris en considération, d'autant que les contraintes particulières qui découlent de cette situation sont soulignées dans les mentions du contrat de l'intéressé qui mentionnait, nous citons « *Vous serez considéré et perçu par nos interlocuteur comme un représentant de la France, de sa culture, aussi bien que de son savoir faire en matière d'éducation. Vos actes et propos sont ainsi susceptibles de prendre une signification et d'avoir un retentissement dépassant la simple expression d'un individu.* »

Dans le cas de M. B... sont en cause trois incidents l'impliquant avec des enfants de CE1 qui ont chacun provoqué des réactions assez vives des parents concernés et entraîné des mesures interne prises par le proviseur

- Premier incident : M. B... aurait soulevé de terre par trois fois un élève récalcitrant, l'aurait invectivé puis secoué violemment.
- Second incident : M. B... aurait violemment saisi (à la gorge ou par la capuche ou par la manche selon les versions des uns et des autres) un élève pour le faire entrer en classe. Selon le rapport du proviseur l'enseignant se dit alors « fatigué » et « sous calmant ».
- Enfin M. B... aurait projeté une table contre une petite fille qui se trouvait au premier rang laquelle ira seule de sa propre initiative à l'infirmerie pendant la récréation et se plaindra de douleurs à sa mère, par ailleurs amie personnelle, jusqu'à cet événement, de l'enseignant. Ce dernier soutient avoir fait un malaise du à la chaleur (l'incident a eu lieu à la fin du mois de mai) et avoir tenté de se rattraper à la table qui serait alors venue heurter le thorax de la jeune fille.

L'Association des parents d'élèves a saisi l'ambassadeur des difficultés rencontrées avec l'enseignant, et celui-ci a à deux reprises écrit à l'AEFE pour souligner cette situation. Des parents sont intervenus dans les deux sens, pour soutenir l'enseignant ou pour réclamer son épart.

Il est vrai qu'à cette époque, M. B..., qui a eu dans ses 20 ans de carrière, de bonnes voire de très bonnes inspections, ne va pas bien, et l'on comprend qu'il vit un drame personnel car son conjoint est en phase terminale d'une maladie.

L'administration, de son côté, n'est pas restée inerte après le premier incident, loin de là. M. B... a eu plusieurs entretiens avec le proviseur. Ce dernier s'est engagé à avoir une conduite exemplaire, a bénéficié d'une mesure administrative d'appui pédagogique spécifique, puis il a fait l'objet de plusieurs mesures de suspension et plusieurs congés maladie. Elle a en outre ordonné une inspection qui, malgré des observations assez élogieuses, souligne des problèmes d'organisation et de maîtrise de soi

L'idée selon laquelle il y aurait une cabale contre l'intéressé de la part de certains parents et d'une collègue apparaît comme une ligne de défense dans le dossier, mais elle n'est appuyée par aucune pièce. Il est fait état du caractère homophobe de certaines personnes, notamment au sein de l'association des parents d'élèves.

Pour déplaisants que soient ces propos s'ils ont effectivement été tenus ou ce climat général, il n'en reste pas moins que l'administration a fondé sa décision sur des éléments objectifs, et des faits établis. Elle fait état du défaut de maîtrise de l'intéressé en s'appuyant sur les incidents et les conclusions de l'inspection et des perturbations qui en découlent dans le bon fonctionnement du lycée.

Pour l'intérêt du service, il nous semble que l'AEFE, dont la décision n'est pas une mesure disciplinaire déguisée, pouvait sans erreur manifeste d'appréciation mettre fin de manière anticipée au détachement de M. B....

Par ces motifs, nous concluons à l'annulation de l'arrêt attaqué en tant qu'il a rejeté l'appel de l'AEFE dirigé contre le jugement du tribunal administratif de Nantes, à l'annulation de ce jugement, au rejet des conclusions présentées par M. B... devant ce tribunal, et au rejet des conclusions présentées par les deux parties au titre l'article L. 761-1 du CJA.